

LA PAIX

doit être conquise et non pas attendue

LE général de Gaulle joue une partie serrée et non dépourvue d'habileté. Il n'a encore lâché aucune carte, fourni aucun gage et cependant il a réussi à créer une situation diplomatique qui lui est relativement favorable. Après les déclarations de Bourguiba et l'annonce de contacts secrets avec le F.L.N., il apparaît comme un homme résolument décidé à une paix rapide. Mais lorsqu'on examine les choses de près, on s'aperçoit qu'aucun des problèmes de fond n'a encore été sérieusement abordé et encore moins résolu.

En fait, de Gaulle cherche toujours à occuper une position à partir de laquelle il pourra imposer sa solution au F.L.N. Sans doute a-t-il compris, depuis les manifestations du mois de décembre, qu'il lui faut renoncer à l'apparition prochaine d'une « troisième force » algérienne. Et sans doute a-t-il admis qu'il devra finalement négocier avec le G.P.R.A. Mais il souhaite que celui-ci soit, d'ici là, conduit à renoncer à certains de ses objectifs. C'est pour cela qu'il s'efforce de remplacer la négociation bilatérale entre la France et l'Algérie par une série de discussions franco-algériennes, franco-marocaines et algéro-tuniso-marocaines.

Quand il invite Bourguiba à venir à Paris, il a déjà envoyé deux de ses émissaires en Suisse pour prendre langue avec des émissaires algériens. Cela signifie que, dans son esprit, le voyage de Bourguiba est beaucoup moins destiné à faciliter les contacts (déjà pris) avec les Algériens... qu'à les compliquer. De Gaulle sait parfaitement que Bourguiba et aussi le Roi du Maroc redoutent certains aspects de l'indépendance algérienne et qu'ils ne sont pas à priori hostiles à un condominium franco-maghrébin sur le Sahara. Ce sont des facteurs dont il compte se servir pour les amener à faire pression sur le F.L.N.

Les Tunisiens et les Marocains se prêteront-ils longtemps à ce jeu ? Cela n'est pas absolument sûr. Car s'il est évident que dans la perspective d'une paix assurée, Bourguiba et Hassan II tenteront d'obtenir le maximum d'avantages pour leurs pays, ils ne peuvent rompre la solidarité maghrébine tant que cette paix demeure aléatoire. Aussi ne peut-on écarter

l'hypothèse qu'après une série de manœuvres et de contre-manœuvres de Gaulle soit finalement conduit à transformer les contacts « exploratoires » amorcés avec le F.L.N. en début d'une négociation véritable. Mais il faut se garder sur ce point de toute vision euphorique de la réalité algérienne. Les articles parlant de « bonne volonté réciproque », de « désir sincère » de paix, « d'excellente atmosphère » créée par telle ou telle déclaration, relèvent purement et simplement de la Bibliothèque Rose. Nous avons dit, à plusieurs reprises, que nous étions vraisemblablement entrés dans la phase finale de la guerre d'Algérie. Mais la bataille politique qui caractérise cette phase n'en est qu'à ses débuts.

IL nous faut donc plus que jamais nous défier des illusions que répand la propagande gouvernementale et de cet esprit d'attentisme qui a momentanément gagné toute une partie de la gauche. Tant que la guerre ne sera pas terminée, nous ne devons à aucun moment relâcher notre vigilance.

C'est pourquoi nous avons attaché une grande importance au Colloque qui s'est tenu vendredi et samedi derniers à Grenoble. Ce colloque a permis le regroupement de toutes les forces qui, au cours de cet automne, avaient mené une action vigoureuse pour la négociation mais qui s'étaient trouvées divisées dans les semaines qui précédèrent et suivirent le référendum. La présence des dirigeants de la F.E.N. aux côtés des représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de l'U.N.E.F., de ceux du P.S.U. et du Parti communiste ainsi que de certaines personnalités S.F.I.O. (les molletistes étant absents) a montré que le front du 27 octobre pouvait maintenant être ressoudé.

Les positions sur lesquelles les participants du Colloque se sont mis d'accord ne peuvent que recevoir l'approbation de notre Parti. Le Colloque a réaffirmé avec force la nécessité de la négociation avec le G.P.R.A., il a établi une Charte de l'autodétermination et il a apporté une importante contribution au fameux problème des garanties.

Certains auraient souhaité que soient affirmés à ce propos des droits qui limiteraient en fait la souveraineté de la future République algérienne. Mais le Colloque a repoussé cette thèse. Ses participants ont estimé que rien ne devait faire obstacle à une transformation économique et sociale profonde de l'Algérie, transformation qui ne peut être décidée que par les Algériens eux-mêmes. Ce qu'ils ont proposé, ce sont des mesures qui permettraient à la majeure partie de la minorité européenne d'Algérie de faire l'expérience de l'indépendance, et à une autre partie, de s'installer progressivement en France.

Le Colloque ne pouvait pas aller plus loin. Son rôle n'était pas de se substituer aux négociateurs. Il était de montrer que la négociation est possible et qu'elle est la seule solution conforme aux intérêts de nos deux peuples.

Gilles MARTINET